

Pour la prévention et la protection de l'enfance, il y a URGENCE !

Je suis concernéE, Je soutiens, Je signe

Depuis début octobre, nous, travailleurs sociaux, médico-sociaux et secrétaires dans les UTPAS, nous nous mobilisons pour dénoncer la dégradation de nos conditions de travail qui ne permettent plus l'exercice de nos missions de service social, de Protection Maternelle et Infantile, de prévention et protection de l'enfance. La charge de travail exponentielle, le sous-effectif chronique, le turn-over incessant, la suppression de moyens à destination de la population... Tout cela nous prive d'outils indispensables à la résolution des difficultés des populations, ont des conséquences indéniables sur notre santé et sécurité, et provoquent des conflits de valeurs ingérables.

Rassemblés dans le « *Collectif Dégradé* » et soutenus par le syndicat SUD, par nos journées d'actions et de grève, nous avons enfin obtenu des dates de rencontres sur le type « *négociations* » fixé les 6 et 25 février. Depuis octobre, notre collectif a fait remonter des revendications claires transmises par 19 équipes en UTPAS + CRIP. C'est sur cette base là que notre délégation portera dans ces rencontres, les exigences suivantes.

Pour nous permettre d'exercer sereinement nos missions dans le respect des populations, il y a **urgence à agir**.

Nous exigeons :

→ **Le remplacement inconditionnel de tous les postes vacants**
(300 dans les UTPAS selon l'administration)

→ **La diminution de références par travailleur social enfance**
25 au lieu de 40 en moyenne actuellement

→ **Le remplacement immédiat**
des arrêts maladies longs et départs en retraite.

→ **Des créations de postes au SSD, à la PMI et au secrétariat**
en s'appuyant sur le nécessaire recalibrage des secteurs
tenant compte de l'augmentation démographique, du tissu partenarial et des besoins de la populations identifiés par les équipes.

→ **des créations de postes au sein**
des DTPAS de personnel volants

→ **La création d'un plan de formation pour toutes les professionnelles en UTPAS**
(assistantes familiales comprises) en concertation avec nos représentantEs du personnel

→ **La réouverture des 700 places supprimées** en foyer maison d'accueil
et dans les services (hébergement en autonomie) et l'augmentation des moyens
accordés pour l'hébergement

→ **Le maintien de l'accompagnement du jeune majeur** lorsque l'évaluation du travailleur social l'indique.

→ **La réimplantation et développement**
des services de PMI en maternité

→ **arrêt du management descendant et des remises**
en cause des évaluations professionnelles.
Les travailleurs sociaux et médico-sociaux ne sont pas de
simples exécutants.

→ **La remise en place des moyens de**
prévention pour la PMI (par exemple les
accueils d'éveil)

→ **La réaffirmation de la place et spécificité**
des missions des psychologues dans les
équipes de PMI.

→ **la revalorisation à la hausse des subventions des dotations faites aux partenaires locaux**
(club de prévention, etc.)

→ **La réintroduction et l'augmentation des moyens dédiés à la prévention par :**

- ↳ la suppression du plafond de 3 AMASEs « subsistance » /an (ce qui est illégal)
- ↳ l'augmentation des budgets AMASE largement amputés depuis plusieurs années alors que les besoins augmentent sans cesse (exemple : -30% sur l'enveloppe AMASE à l'UTPAS de Maubeuge-Hautmont)
- ↳ le rétablissement des financements des séjours de colonies.
- ↳ l'augmentation des financements des heures TISF/AVS
- ↳ la reconnaissance des internats, comme outils de prévention vraiment mise en acte et en y appliquant une part à charge pour les familles correspondant à l'évaluation du travailleur social.
- ↳ la possibilité de mettre en place plusieurs dispositifs de prévention conjointement (AMASE, TISF, Internat scolaire)

→ **La revalorisation du statut et recrutement d'assistants familiaux** avec des moyens d'accompagnement.

→ **L'arrêt immédiat de la discrimination des MNA.**
Pas de suivi éducatif low-cost ! Les enfants mineurs ont tous droit à une protection identique et de qualité !

→ **Pour lutter contre la perte de sens de nos missions, il est urgent d'établir un moratoire sur toutes les réorganisations en cours** (notamment celle touchant aux missions du secrétariat et qui a vocation à transformer l'accueil des UTPAS en guichets) **et de mettre en place des groupes de travail en urgence sur :**

↳ les orientations fixées à la polyvalence de secteur dont la logique d'intervention s'est inversée depuis plusieurs années. Aujourd'hui, les usagers ne rentrent dans nos services que par le biais de dispositifs et procédures dans le cadre de contractualisations imposées.

Comment refaire une priorité de l'accueil et de l'accompagnement inconditionnel qui partent des besoins des populations ? Nécessité de réaffirmer les missions généralistes de la polyvalence de secteur.

↳ la prise en compte et la gestion des IP. Le fonctionnement des CRIPs est à réinterroger urgemment.

En signant cette plateforme, je soutiens toutes ces revendications et je mandate la délégation qui sera reçue par JR LECERF, JL DETAVERNIER, Y DUSART les 6 et 25/02